

JUSTICE ET LIBERTE POUR LEONARD PELTIER

Prisonnier politique amérindien incarcéré depuis 28 ans aux USA

[Leonard Peltier](#), indien Anishinabe/[Lakota-Sioux](#), est incarcéré depuis 1976 aux USA pour un crime qu'il n'a pas commis. Amnesty International le considère comme un prisonnier politique, qui «devrait être libéré immédiatement et sans condition». Il est une des victimes de la guerre cachée menée par le gouvernement américain et le FBI contre [l'American Indian Mouvement \(AIM\)](#).

Au début des années 1970, le FBI utilisant son programme de contre-espionnage interne (COINTELPRO - Counter-Intelligence Program-Programme de contre-espionnage) entreprend de déstabiliser et de neutraliser l'AIM, dont Leonard Peltier est l'un des leaders. Le 26 juin 1975, une fusillade éclate, après l'intrusion illégale de deux agents du FBI, sur une propriété de la réserve de [Pine Ridge \(Dakota du sud\)](#), où se trouve un campement de l'AIM. Les deux agents ainsi qu'un jeune amérindien membre de l'AIM trouvent la mort.

Leonard Peltier est arrêté, inculpé des meurtres des agents et condamné à **deux peines de prison à perpétuité** alors qu'il n'existe aucune preuve de sa culpabilité. Depuis 1976, Leonard Peltier clame son innocence : En 1981, grâce à la «Loi de Liberté d'Information», sur 130 000 pages détenues par le FBI, ses avocats en obtiennent la déclassification de 12000. Dans ces pages, se trouvent de nombreuses preuves des malversations du FBI dont un rapport balistique stipulant que l'arme attribuée à Leonard Peltier n'est pas l'arme du crime. Au vu de ces nouveaux éléments, une demande pour l'obtention d'un nouveau procès est déposée. Le gouvernement américain reconnaît alors qu'il «ne peut pas prouver qui, en particulier, a tué les agents». Malgré cela, à cause d'une «technicité judiciaire», la demande de nouveau procès est rejetée.

En janvier 2001, le président Bill Clinton n'a pas eu le courage politique de lui rendre sa liberté, en évitant de lui accorder une grâce le dernier jour de son mandat. Leonard a décidé de renoncer à lancer une nouvelle campagne pour l'obtention d'une grâce présidentielle. Il ne veut pas avoir à quémander sa liberté au nouveau président, Georges W.Bush (l'un des plus grands exécuteurs dans les couloirs de la mort lorsqu'il était Gouverneur du [Texas](#)). Leonard Peltier est devenu le symbole de la résistance des peuples indigènes au niveau international.

Il est soutenu par [Nelson Mandela](#), [Desmond Tutu](#), [Mumia Abu-Jamal](#), [Rigoberta Menchù](#), [l'Armée zapatiste de libération nationale \(EZLN\)](#), [le Parlement Européen](#) et par plusieurs millions de personnes à travers le monde.

Une nouvelle campagne pour obtenir justice et liberté est lancée par le Comité de défense de Leonard Peltier (LPDC). Rejoignez-nous dans ce combat ...

Pour de plus amples informations sur le cas de Leonard Peltier :

CSIA/LPSG-France, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris Tél: 01 43730580, Email : [lpdq-france\[at\]biqfoot.com](mailto:lpdq-france[at]biqfoot.com)

www.leonardpeltier.org

www.freepeltier.org

www.csia-nitassinan.org

[Entretien avec Leonard par Ben Corbett paru dans le Boulder Weekly en 2000](#)



Déclaration faite par Amnesty International le 16 avril 1999, à Minneapolis (Minnesota - USA)

Amnesty International considère Leonard Peltier comme un prisonnier politique dont les recours pour obtenir une réparation légale ont tous été épuisés. Le gouvernement des États-Unis a rejeté à plusieurs reprises les demandes d'un réexamen officiel. Amnesty International reconnaît qu'un nouveau procès n'est plus une option possible et est convaincu que Leonard Peltier devrait être libéré immédiatement et sans condition.

Historique de l'affaire Peltier

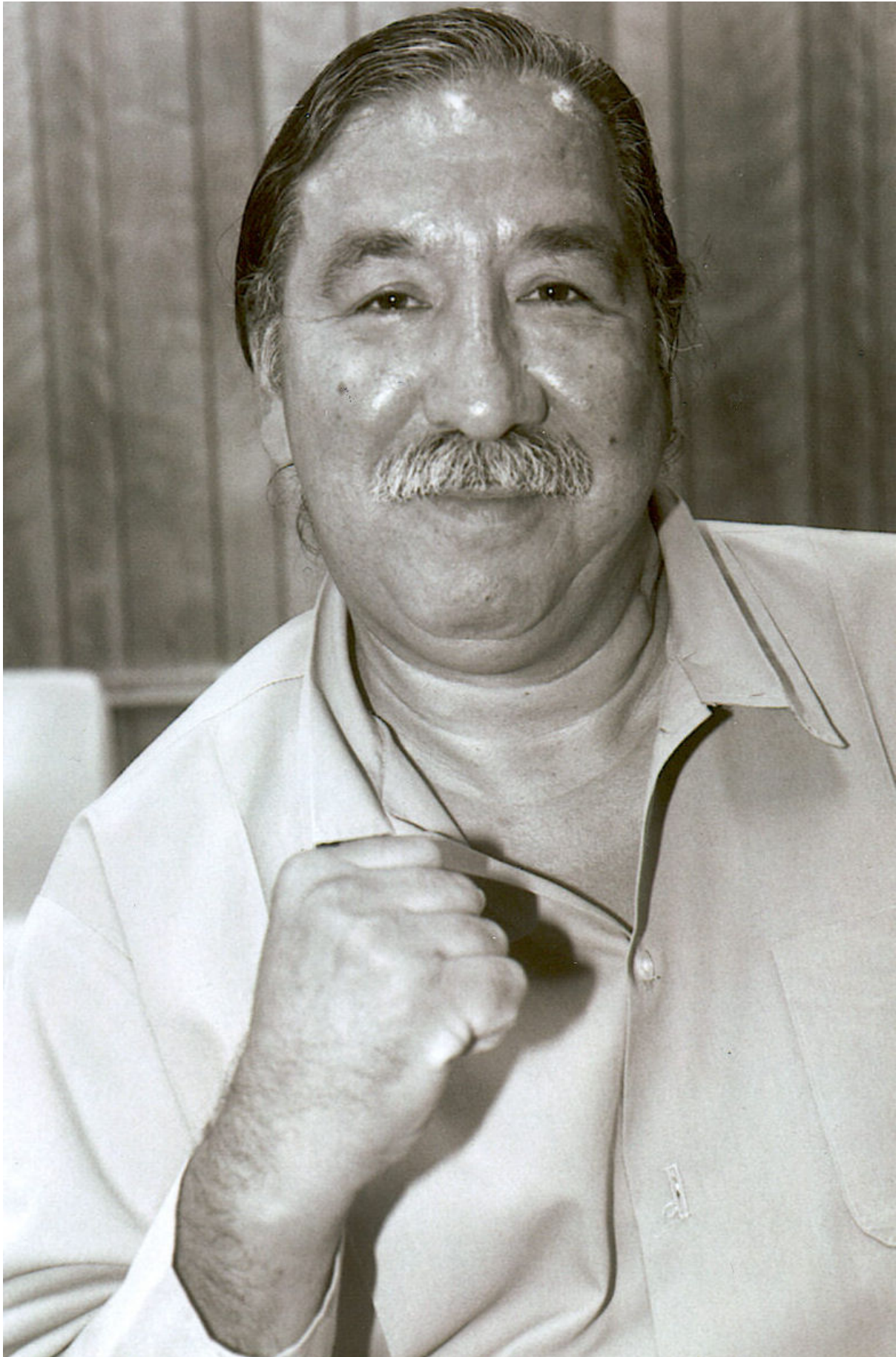
Leonard Peltier est un prisonnier de guerre, l'une des nombreuses victimes de la guerre cachée menée par le gouvernement américain contre l'American Indian Movement et ceux qui le soutiennent. Au milieu des années 1970, cette offensive entraîna la mort d'un grand nombre de militants, des centaines de blessés et l'emprisonnement des survivants.

Cette opération de répression s'est inscrite dans le cadre du programme du COINTELPRO orchestré et conduit par le FBI. Le Bureau Fédéral d'Investigation. Le COINTELPRO est un dispositif de surveillance interne hérité de la période sombre du McCarthysme et de sa "chasse aux sorcières" dans le contexte de la guerre froide.

Dans les années 1960, ce programme a surtout ciblé tous les individus et mouvements

emblématiques des luttes pour un changement de la société américaine tels que Martin Luther King, Malcom X, le mouvement pour les droits civiques, la contestation contre la guerre du Vietnam ou encore le parti des Black Panthers.

Le FBI était alors déterminé à neutraliser par tous les moyens les tentatives d'émancipation ethnique et sociale qui auraient pu "menacer" la sécurité interne du pays. Les tactiques généralement utilisées étaient la destabilisation et la division par l'infiltration d'agents dans l'entourage des leaders ou des mouvements et la propagande de criminalisation et de discrédit par le biais des médias. Des décennies après, il reste encore à lever le voile sur le rôle joué par le FBI dans un certain nombre d'assassinats politique commis aux États-Unis et toujours non élucidés.



Les évènements sur la réserve de Pine Ridge

En 1972, Richard "Dic" Wilson a été élu président du conseil tribal de la réserve indienne Oglala-Lakota de Pine Ridge dans le Dakota du Sud. Il s'est attelé immédiatement à une épuration politique visant à écarter tous ses opposants et à instaurer un régime fait de népotisme et de répression.



Il a mis en place une milice privée paramilitaire, les Goons (Guardians of the Oglala Nation) qui, comme il le sera révélé plus tard, recevait secrètement des armes et des munitions sophistiquées du gouvernement américain. Dès sa fondation en 1968 l'American Indian Mouvement a canalisé les forces militantes des indiens luttant pour le respect des Traités signés entre mes Nations Indiennes et le gouvernement des USA s'opposant aux traitements arbitraires et racistes perpétrés par la société dominante.

L'AIM a démontré à plusieurs reprises, comme lors de l'occupation du Bureau des Affaires Indiennes à Washington en novembre 1972 (à laquelle Leonard Peltier a participé), que ses membres et leaders n'étaient plus disposés à accepter le traitement infantilisant et méprisant du gouvernement américain et qu'ils étaient prêts à des actions symboliques non-violentes pour attirer l'attention des politiques et des médias sur la réalité indienne. Cette position courageuse et sans compromis a surtout attiré l'attention du FBI qui a classé l'AIM dans la catégorie des organisations d'extrémistes.



L'AIM a répondu en 1973 à l'appel à l'aide des Indiens traditionalistes Oglala Lakota de Pine Ridge qui subissaient l'escalade de la violence et le règne de terreur de Dick Wilson et de ses Goons.

La réserve de Pine Ridge est un territoire souverain où les forces de l'ordre du gouvernement des USA n'ont juridiction que dans les cas d'homicide ou de délits graves.

Du 27 février au 8 mai 1973 s'est déroulée l'occupation sur Pine Ridge du hameau de [Wounded Knee](#) par la Nation Oglala Lakota Indépendante et l'AIM. Celle-ci s'est achevée à l'issue de promesses faites par le gouvernement américain qui ne les honora jamais. A partir de cette période, la violence s'est intensifiée et Wilson pourchassa sans répit tous les traditionalistes, membres et supporters de l'AIM, dont 64 d'entre eux ont été assassinés en toute impunité.

De plus, le FBI procéda à 562 arrestations liées à l'occupation de Wounded Knee mais n'ouvrit jamais aucune enquête sérieuse sur ces meurtres violents. En 1975, Leonard Peltier s'engagea avec d'autres membres de l'AIM à protéger et à aider la famille Jumping Bull résidant sur la réserve et étant menacée par les Goons. Le 26 juin 1975, deux agents du FBI, Jack Coler et Ronald Williams pénétrèrent sans mandat avec leurs voitures sur propriété privée des Jumping Bull sous prétexte d'y arrêter un jeune indien accusé du vol d'une paire de bottes de cow-boy. Dans l'atmosphère de violence et de psychose quotidiennes qui régnait alors, l'intrusion des deux étrangers a déclenché un échange de coups de feu nourri qui laissa pour morts un jeune Indien, Joe Killsright Stuntz et les deux agents.

L'intervention immédiate de plus de 150 agents du FBI de Marshals, de troupes fédérales d'intervention armée, de la police tribale et de Goons qui étaient alors massés à proximité laissa à penser que cet incident était préparé à l'avance...

Avec des moyens et des armes rudimentaires, Leonard Peltier et ses compagnons ont couvert

l'évacuation des femmes, enfants et personnes âgées qui constituaient alors la majorité des résidents de la propriété des Jumping Bull. Une fois tous enfuis, il s'ensuivit alors une des plus grandes chasses à l'homme menées par le gouvernement des États-Unis. Un jour avant la fusillade, Dick Wilson a négocié en secret et en toute illégalité le transfert de 76200 acres du territoire de la réserve au gouvernement fédéral dans le but d'y exploiter un gisement d'uranium.



Les procès

Le FBI parvint à arrêter et à traduire en justice sur des chefs d'accusation de meurtre au premier degré et de complicité de meurtre deux membres de l'AIM, Dino Butler et Bob Robideau qui étaient alors présents lors de la fusillade. Pendant ce temps, Leonard Peltier était parti se réfugier au Canada. A Cedar Rapids (Iowa), les avocats de Butler et Robideau ont été autorisés durant le procès à produire les preuves et les témoignages faisant état du contexte de violence existant sur la réserve de Pine Ridge ainsi que des activités illégales du FBI exacerbant ce climat. Les deux hommes ont été acquittés le 16 juillet 1976 sur la base de leur droit à la légitime défense. Leonard Peltier restait alors le dernier co-accusé dont disposait le FBI pour venger la mort des agents Coler et Williams. S'il avait été jugé en même temps que Dino Butler et Bob Robideau, il aurait sans aucun doute été acquitté.

Leonard Peltier a été inculpé des meurtres au premier degré des deux agents puis condamné à **deux peines consécutives de prison à perpétuité** le 2 juin 1977 à Fargo dans le [Dakota du](#)

Nord. Il s'est vu refusé son droit à une révision de procès, est privé de sa liberté depuis 31 ans et reste incarcéré arbitrairement au pénitencier fédéral de Leavenworth ([Kansas](#)) alors que :

1. Son arrestation et son extradition du Canada ont été obtenues sur la présentation de dépositions frauduleuses produites par les méthodes coercitives du FBI sur la personne de Myrtle Poor Bear, une jeune femme indienne dont le témoignage sera écarté par le juge sur la base d'instabilité mentale au moment du procès de Peltier.
2. Son procès a été une véritable parodie de justice, ses avocats se sont vus imposés des restrictions draconiennes dans l'argumentation de la défense et n'ont pas été autorisés à présenter des témoins clefs alors que le FBI s'est rendu coupable de subornations de témoins et de parjure en produisant des témoignages fabriqués et une expertise balistique falsifiée.
3. Le gouvernement a ultérieurement et à deux reprises admis qu'il ne sait pas qui a tué les deux agents et a modifié les termes du chef d'accusation de meurtres au premier degré à complicité de meurtres et ce en l'absence d'une révision de procès.

**MURDER; INTERSTATE FLIGHT - ATTEMPTED MURDER;
NATIONAL FIREARMS ACT**

Entered
NCIC
I. O. 4681
12-3-75

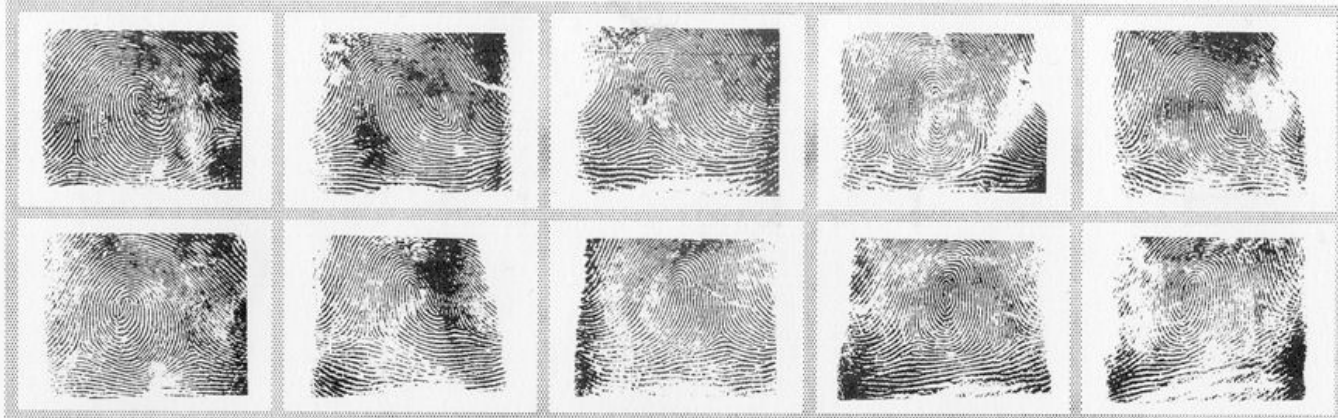
WANTED BY FBI

LEONARD PELTIER

FBI No. 631,091 D

ALIASES: Leonard Littleshell, Luis Martinez, John Yellow Robe, Leonard Williams

NCIC: D0D009PI17PID016PIPI 9 0 30 W 011 17 Ref: 30
I 20 W 001 24



Photographs taken 1972

Photograph taken 1974



Leonard Peltier

DESCRIPTION

AGE: 31, born September 12, 1944, Grand Forks, North Dakota
HEIGHT: 5'11" EYES: brown
WEIGHT: 190 pounds COMPLEXION: medium
BUILD: muscular RACE: Indian
HAIR: black NATIONALITY: American
OCCUPATIONS: body and fender work, carpenter, employment manager, hod carrier
SCARS AND MARKS: birthmark on right cheek, scar on left cheek, scar on left side of neck; Tattoos: a rose on upper outer right arm, "Leonard" on upper outer left arm
REMARKS: may be wearing shorter hair, mustache and goatee
SOCIAL SECURITY NUMBERS USED: 543-50-5518; 542-50-5417; 542-50-5416

CAUTION

PELTIER HAS POSSESSED NUMEROUS FIREARMS AND DESTRUCTIVE DEVICES AND HAS RESISTED ARREST BY FIRING AT POLICE OFFICERS IN THE PAST. CONSIDER ARMED AND EXTREMELY DANGEROUS.

Federal warrants were issued August 9, 1974, at Milwaukee, Wisconsin, charging Peltier with unlawful interstate flight to avoid prosecution for attempted murder (Title 18, U. S. Code, Section 1073); November 25, 1975, at Rapid City, South Dakota, charging Peltier with murder - first degree, killing two Federal officers while in the performance of their duties and aiding and abetting (Title 18, U. S. Code, Sections 1111, 1114 and 2); and on November 25, 1975, at Portland, Oregon, charging Peltier with possession of destructive device and possession of firearms in violation of the National Firearms Act (Title 26, U. S. Code, Sections 5861 (d), 5861 (h) and 5871), respectively.

IF YOU HAVE INFORMATION CONCERNING THIS PERSON, PLEASE CONTACT YOUR LOCAL FBI OFFICE. TELEPHONE NUMBERS AND ADDRESSES OF ALL FBI OFFICES LISTED ON BACK.

Identification Order 4681
December 3, 1975

C. Kelley
Director
Federal Bureau of Investigation
Washington, D. C. 20535

La situation légale de Leonard Peltier

* En 1978, le Juge Benson, qui avait été en charge du procès à Fargo, a refusé la réouverture du procès, la 8ème Cour d'Appel a confirmé la sentence et enfin, la Cour Suprême a rejeté le premier appel de Leonard en 1979.

* En 1981 les avocats de Leonard ont obtenu un document de 12.000 pages des dossiers du FBI grâce à la FOIA (Freedom of Information Act) qui met en évidence un très grand nombre d'irrégularités et de fraude par le FBI dans l'affaire Peltier.

* En septembre 1986, le 2ème appel de Leonard a été rejeté par la 8ème Cour d'appel et ce, malgré tous les éléments (parjure, malversations, mise à l'écart de témoins etc.) démontrant la machination du FBI. Toutefois, le Juge Heaney, membre du panel présidant cette Cour, a envoyé une recommandation en faveur de la grâce présidentielle en 1991 au président Bush après avoir quitté sa fonction.

* En 1990, les avocats de Leonard ont déposé une assignation en Habeas Corpus qui a été rejetée par le Juge Benson.

* En 1993, le 3ème et dernier appel de Leonard a été rejeté par la 8ème Cour d'Appel alors que le procureur Lynn Crooks en charge de l'affaire a admis que le gouvernement ne savait pas qui a tué les deux agents.

* En novembre 1993, la Commission des libérations sur parole a répondu négativement sur le cas de Leonard et a décrété arbitrairement que son dossier ne serait pas examiné avant 2008. Ramsey Clark, l'avocat principal de Leonard et ancien procureur général sous la présidence de Johnson, a déposé une demande de grâce présidentielle auprès de la Maison Blanche, demande à laquelle le président Clinton n'a pas encore daigné répondre...

* En 1996 et en 1998, lors d'auditions devant un examinateur de la Commission des libérations sur parole, la révision complète du cas de Leonard a été remoyée à chaque fois à l'année 2008. En 1998, elle exigeait que Leonard admette sa culpabilité, ce que Leonard refusa de faire.

* Le 4 juin 1999, les avocats Ramsey Clark, Carl Nadler et Lawrence Schilling ont déposé une assignation en Habeas Corpus devant une Cour fédérale à Topeka (Kansas) afin d'attaquer la Commission des libérations sur parole dans son refus d'examiner le cas de Leonard et de le renvoyer systématiquement à l'année 2008 alors même que cette commission est supposée être démentel1ée en 2004.

* Le 20 janvier 2001, le président Clinton refuse d'accorder une grâce présidentielle à Leonard Peltier suite à la pression du FBI.

* En avril 2002, les avocats de Peltier portent plainte contre le FBI en droit civil devant une court de Washington DC .

* En juillet 2002, la défense de Leonard obtient la déclassification de 30.000 pages sur l'affaire Peltier. Le combat continue pour obtenir par le biais de la Loi de Liberté d'information, la déclassification des milliers de pages restantes (environ 100 000 pages !).

* Le 19 septembre 2003, une audition s'est déroulée à Denver ([Colorado](#)) devant la 10ème Cour d'appel fédérale des Etats Unis. La défense de Leonard Peltier a pu présenter son argumentaire concernant la plainte déposée contre la Commission des libérations sur parole. La Cour d'appel a donné une réponse négative le 4 novembre 2003 tout en reconnaissant qu'il y avait eu des malversations du gouvernement dans cette affaire.

Solidarité en France

Vous pouvez envoyer vos dons par mandat postal international en dollar US en écrivant directement au LPDC International Office PO Box 583 KS 66044 USA ou bien par carte bancaire directement sur les sites www.leonardpeltier.org ou www.freepeltier.org. Vous pouvez aussi commander des livres, des vidéos, des T-shirts, des autocollants etc sur ces mêmes sites pour aider financièrement la campagne de solidarité en France et au niveau International.

Enfin, vous pouvez [envoyer et signer la pétition](#).

Pour en savoir plus sur l'affaire Peltier

Livres

1. Ecrits de Prison de Leonard Peltier, a été traduit en français. Il est publié aux Editions Albin Michel qui ont pris l'engagement de reverser tous les bénéfices des ventes de l'ouvrage au comité de défense de Leonard (Kansas USA) afin de soutenir la campagne pour sa libération.
2. In the Spirit of Crazy Horse de Peter Mlatthiessen, (1991), New York aux éditions Viking Penguin (existe en anglais uniquement)
3. The Trial of Leonard Peltier de Jim Messerschmidt (1983), Boston aux éditions South End Press (existe en anglais uniquement)
4. Agents of Repression de Ward Churchill et Jim Vander Wall (1990), Boston aux éditions South End Press (existe en anglais uniquement)

Vidéos

1. Incident à Oglala, documentaire sur le cas Peltier réalisé par Michael Apted et Robert Redford (1992) Exceptionnel : [Retrouver la vidéo en intégralité et en VO](#)
2. L'esprit de Crazy Horse, documentaire sur la lutte des Lakota, la création de l'AIM et l'affaire Peltier, réalisé par Michel Dubois et Michael McKiernan (1990)

Sites internet

www.leonardpeltier.org

www.freepeltier.org

www.csia-nitassinan.org (adresse et contact ci-dessous)

LPSG-France

Groupe de Soutien à Leonard Peltier - LPSG-France

c/o Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques CSIA

21ter Rue Voltaire, F-75011 - France

Téléphone: +33 01 43 73 05 80 - Fax: +33 01 43 12 15 11 (attn CSIA/LPSG-France] Email: lpsg-france@bigfoot.com

Sources : [Leonard Peltier Support Group](#)

Le 14-03-2008 par El Coyotos

JUSTICE ET LIBERTE POUR LEONARD PELTIER